

**trigone**

EAU DECHETS ASSAINISSEMENT

**Syndicat Mixte du GERS**

CS 40509

32021 AUCH CEDEX 9

**DELIBERATION n° CS 13 04 24**  
**Séance du Mardi 9 Avril 2024****ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2024**  
**BUDGET PRINCIPAL****Nombre de membres**

En exercice : 19

Présents : 16

Procuration : 1

Absent : 3

**Date de la convocation**

Le 22 mars 2024

**Date d'affichage**

Le Mardi 9 Avril 2024 à 10 heures, les membres du Comité Syndical de TRIGONE, Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable et de traitement des Déchets du Gers, régulièrement convoqué, se sont réunis au siège social, sous la présidence de Monsieur Francis DUPOUEY :

Présents : M. Francis DUPOUEY, M. Jacques FAUBEC, M. Jean-Pierre SALERS, M. Gérard LILLE, M. Jean-Paul FORMENT, M. Jacques MORLAN, M. Jean FALCO (Collège Eau), M. Jean FALCO (Collège Déchets), M. Thierry REVEIL, M. Benoit DESENLIS, M. Claude NEF, M. Anthony CHAULET, Mme Céline SALLES

Présent par visioconférence : sans objet

Représentation : M. Patrick DUBOSC représenté par M. Guy MANTOVANI, M. Roger COMBRES représenté par M. Claude VETTOR, M. Patrice SUAREZ représenté par M. Sébastien LANNES

Absent excusé : Mme Muriel LARRIEU, M. Didier DUPRONT, Mme Chantal DEJEAN-DUPEBE

Suite à la tenue du débat d'orientation budgétaire, il convient d'adopter le budget primitif 2024, du budget principal.

Le budget principal s'équilibre de la manière suivante :

Section de Fonctionnement

Dépenses : 5 720 000 euros

Recettes : 5 720 000 euros

Section d'Investissement

Dépenses : 50 000 euros

Recettes : 50 000 euros

Après avoir entendu le rapport de Monsieur le Président,  
Le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents et représentés  
**DELIBERE ET DECIDE**

- D'adopter toutes les dispositions du budget primitif du budget principal 2024 ci-annexé

Signature numérique de  
JEAN-CHRISTOPHE VERGNES  
Date : 2024.04.17 17:00:12  
+02'00'

Le Président  
Francis DUPOUEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.